

**ARRÊTÉ MUNICIPAL N°2016-279**

**PORTANT AUTORISATION TEMPORAIRE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC  
JUVIGNAC TOUR**

**Le Maire de la Commune de Juvignac,**

**Vu** le code général des collectivités Territoriales et notamment les articles L 2213-1 et L 2213-2, L 2122-21, L 2211-1, L 2212-2, L 2212-5, L 2122-24, L 2212-1,

**Vu** le Code de la route et notamment les articles R 417-9, R417-10 et R 417-11, le Code Pénal et notamment les articles R 610-3 et R 610-5,

**Vu** le Code de la Voirie Routière et notamment l'article R 116-2.

**Vu** l'arrêté interministérielle du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière, l'ensemble des textes qui l'ont modifié et complété;

**Vu** le Code de la Santé Publique et notamment le livre 3 (3<sup>ème</sup> partie) titre 4 relatif à la répression de l'ivresse publique et à la protection des mineurs et titre 5 concernant les dispositions pénales ;

**Vu** l'arrêté Préfectoral n°90-1-1218 du 25 avril 1990 et n°90-1-2153 du 12 juillet 1990 relatif aux nuisances sonores, bruits de voisinage et bruits de chantier;

**Vu** l'arrêté municipal N° 2016-110 relatif à la consommation d'alcool sur la voie publique;

**Vu** La demande en date du 7 juillet 2016 par laquelle Monsieur Laurent ROESCH conseiller municipal délégué à la Culture, sollicite une autorisation d'occupation du domaine public, afin d'organiser la manifestation « Juvignac Tour » le vendredi 15 juillet 2016.

**Considérant** qu'il incombe à l'autorité municipale de prendre toutes mesures propres à assurer l'ordre et la sécurité sur la voie publique à l'occasion de ces concerts.

**ARRÊTE**

**Article 1 :** Afin d'organiser la manifestation précitée, Monsieur Laurent ROESCH conseiller municipal délégué à la Culture, est autorisé à occuper le domaine public le vendredi 15 juillet 2016 aux lieux suivants :

- Le Parc St Hubert de 18h30 à 20h00,
- Le Kiosque à musique, chemin de la Plaine, de 20h00 à 21h00,
- Le Jardin des Pèlerins de 21h à 22h00.

**Article 2 :** A titre exceptionnel les organisateurs pourront utiliser des instruments ou appareils à diffusion sonore de 18h30 à 01h00.

**Article 3 :** Les droits des tiers seront et demeureront préservés.

**Article 4 :** Les organisateurs et participants sont tenus de laisser les lieux en parfait état de propreté et ne devront en aucun cas endommager le revêtement des emplacements prévus à cet effet. Les organisateurs prendront les mesures nécessaires pour réserver les emplacements. Le présent arrêté sera affiché sur les lieux précités par les Services Techniques municipaux.

**Article 5 :** Les forces de l'ordre intervenant pendant la manifestation, ainsi que les services de sécurité, doivent refuser l'accès du site à toute personne qui en raison de leur comportement, leur paraît indésirable. Ils doivent prendre également, toutes les mesures nécessaires pour maintenir le bon ordre, empêcher les infractions aux lois et règlements ainsi que tous les actes contraires aux bonnes mœurs.

Il est interdit d'introduire dans le périmètre matérialisé du site, tout objet susceptible de constituer une arme dangereuse pour la sécurité (au sens de l'article 132-75 du Code Pénal), par nature à troubler l'ordre public et collaborer avec les dits services pour y mettre fin.

**Article 6 :** La présente autorisation est accordée à titre précaire et révocable. Elle doit faire l'objet d'un renouvellement express.

**Article 7 :** En cas de force majeure pendant le déroulement de la manifestation, les services de gendarmerie et de la police municipale sont habilités à modifier les dispositions du présent arrêté.

**Article 8 :** Toutes infractions au dispositif du présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux dispositifs de l'article R.610-5 du nouveau Code Pénal, sans préjudice, s'il y a lieu, des pénalités plus graves prévues par les lois et les règlements en vigueur.

**Article 9 :** Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

**Article 10 :**

- Madame le Directeur Général des Services de la Ville de Juvignac ;
- Le Directeur de l'Aménagement, du Développement de la Ville et de la Vie Economique ;
- Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de St Georges d'Orques ;
- Le Directeur du service Sécurité et Tranquillité Publique de la Ville ;
- Monsieur Laurent ROESCH,

sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et publié conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et prendra effet à compter de sa publication.

Ampliation du présent arrêté sera transmise aux personnes susvisées.

Fait à Juvignac, le 11 juillet 2016

Le Maire,

Pour le Maire et par délégation,

Le premier adjoint délégué au Personnel, à la Sécurité et aux Affaires générales

Jacques BOUSQUEL



rendu exécutoire  
après dépôt en Préfecture  
le .....  
et publication  
le .....